



L'heure n'est pas à la division: Discours du Président Jean-Claude Juncker à l'occasion de l'ouverture solennelle de l'année académique 2016-2017 du Collège d'Europe à Bruges

Bruxelles, le 8 novembre 2016

Mijnheer de Burgemeester,

Monsieur le Recteur,

Señor Presidente del Consejo, cher Íñigo,

Je suis heureux d'être de retour à Bruges après une trop longue absence. J'aime cette ville qui a des aspects particuliers et j'aime le Collège d'Europe. On recommande à tous les orateurs à chaque fois qu'ils prennent la parole de dire qu'ils sont heureux d'être là. On le fait toujours, mais c'est très rarement vrai. Mais aujourd'hui, c'est vraiment vrai, parce que je dois beaucoup au Collège d'Europe. Déjà comme Premier ministre du Grand-Duché, j'ai vu évoluer dans notre diplomatie et ses hautes sphères des anciens étudiants du Collège d'Europe, et aujourd'hui j'en suis une victime comme Président de la Commission parce que j'ai onze membres de mon cabinet et cinq d'entre eux sont des anciens étudiants du Collège de Bruges. Deux d'entre eux ont d'ailleurs épousé d'autres étudiants de Bruges, donc je vous mets en garde contre les résultats désastreux de vos tendresses prématurées: ça risque de durer.

Je suis heureux d'être de retour parce que je considère le Collège d'Europe comme une véritable institution européenne dont la réputation n'est plus à faire. Vous apprenez ici à regarder l'Europe d'une façon entière. Vous connaissez les succès, les performances de l'Europe, qui sont nombreuses; et vous n'ignorez pas les faiblesses de l'Union européenne, elles aussi malheureusement nombreuses. Lorsque je me suis exprimé pour la première fois devant les étudiants du Collège de Bruges, nous étions au lendemain de deux événements majeurs: le "non" français au traité constitutionnel de 2005 et le "nee" néerlandais opposé au même traité. A l'époque déjà on disait que l'Europe se trouvait en face d'une crise existentielle. Bien que n'ayant pas été étudiant au Collège d'Europe, je n'étais pas surpris par le fait que nombreux étaient ceux qui décrivaient l'après-référendum comme une crise.

Moi, je suis un vétéran des crises; et d'ailleurs les crises existèrent déjà avant moi, ce qui est réconfortant tout de même. Rappelez-vous de la crise dite de la chaise vide de De Gaulle pendant les années '60, '65 exactement, qui a trouvé une solution par le compromis de Luxembourg, qui n'est pas un compromis mais qui est une défaite. Je suis jusqu'à ce jour malheureux du fait qu'on appelle toujours la résolution de la crise gaullienne "le compromis de Luxembourg". La ville et le pays mériteraient mieux que ça. Rappelez-vous – mais la plupart d'entre vous n'étiez pas encore nés, je crois – que pendant les années '80 on ne cessa de dire que l'Europe était frappée par le phénomène de l'euroscélérose.

Et puis nous avons connu toutes les crises successives, celles du système monétaire européen pendant les années '90. Nous avons connu les crises du système monétaire européen dont personne ne se souvient mais qui étaient nombreuses. Moi, j'étais ministre des Finances pendant trop longtemps dans mon pays et donc j'ai assisté à tous les soubresauts des crises du système monétaire européen. Un jour je vais écrire un livre, c'est une menace, pour raconter l'histoire du système monétaire européen, où il y avait des réalignements monétaires mois après mois. Notamment en '92, où l'Allemagne, ce dont personne ne se souvient, et les Pays-Bas, ce dont personne y compris les Pays-Bas ne se souvient, voulaient quitter le système monétaire européen pour exiger des autres de passer sous commandement – comment dirait-on aujourd'hui ? – "flexible" de la République française. Celui qui a mis en garde les ministres des Finances contre cet essai d'aventuriers était le Chancelier de l'Echiquier britannique Kenneth Clarke, qui a dit aux autres Européens que si nous acceptions le départ de l'Allemagne et des Pays-Bas du système monétaire européen, jamais la monnaie unique ne verrait le jour. Lui, qui représentait un gouvernement qui avait obtenu un *opt-out* que j'ai inventé – je n'en suis pas très fier – parce que j'ai présidé la Conférence intergouvernementale au premier semestre '91 préparant l'Union économique et monétaire; lui qui ne voulait pas être membre mettait en garde ceux qui voulaient être membres de ne pas faire ce que les Allemands et les Néerlandais proposèrent à l'époque. Donc crise, oui, il y avait toujours des crises en Europe, mais l'Europe est toujours sortie par le haut de ces crises.

Dans un moment autobiographiquement faible j'ai dit que ma Commission, si vous me permettez d'employer ce pronom possessif d'une façon un peu excessive, était la Commission de la dernière chance. En fait, c'est la Commission de la polycrise, parce que des crises il y en a partout. Nous avons vécu pendant la première décennie de ce siècle la crise économique et financière. Nombreux étaient ceux qui ont décrit cette crise comme ayant été une crise de l'économie sociale de marché. En fait, ce fut la crise de ceux qui n'ont pas respecté les vertus principales de l'économie sociale de marché parce qu'ils se sont vautrés dans le plaisir du gain immédiat, du bénéfique sans raison et sans fin, et n'ont pas respecté les règles fondamentales de l'économie de marché. Il faudra que, le jour venu, nous revenions aux causes profondes de la crise économique et financière qui nous fut importée des Etats-Unis d'Amérique.

J'ai retenu dans les propos du Recteur qu'il y avait entre Keynes et moi-même un certain nombre de parallèles. Il pourrait en être fier. Mais moi, j'en suis fier parce qu'il était gouverneur du Fonds monétaire international, ce que je fus; il était gouverneur de la Banque mondiale, ce que je fus; et ce ne fut pas un type facile, ce que je suis. Et donc moi, j'aime bien le parallélisme que, sans intention immédiate, vous avez tiré entre Keynes et moi-même. J'aime bien Keynes parce qu'un jour il a dit: "When the facts change, I change my mind. What do you do, Sir?". Et le type auquel il s'adressait n'avait pas de réponse à cela. "When the facts change, I change my mind. Je me tiens à ce précepte keynésien; c'est un des seuls préceptes de Keynes auxquels je ne peux échapper à la constatation que je lui reste fidèle.

Crise économique et financière dont je parlais et à laquelle l'Europe a su donner une réponse. Non pas la réponse qu'on décrit aujourd'hui: invention du système de l'EMS, Union bancaire et tout le reste. C'est vrai, nous disposons aujourd'hui d'un arsenal qui est mieux outillé qu'il ne le fut auparavant pour lutter contre des événements de ce type, mais surtout avons-nous échappé à la crise économique et financière parce que nous disposons de la monnaie unique. Supposons un instant que l'euro n'ait pas été là au moment de la crise économique et financière, comme auparavant au moment de la guerre d'Irak qui a vu l'Europe exploser ou imploser, au moment de la crise monétaire mexicaine, russe, du sud-est asiatique. Si l'euro n'avait pas été là au moment de la crise économique et financière que nous avons vécue, et qui n'est pas terminée entièrement, nous serions jusqu'au jour d'aujourd'hui en guerre monétaire entre les différents pays du système monétaire européen. S'il n'y avait pas eu cette discipline auto-imposée de l'euro, la Banque centrale allemande aurait fait ce qu'elle aurait voulu faire, la Banque de France aurait fait ce qu'elle aurait voulu faire, le Nederlandsche Bank aurait fait ce qu'elle aurait voulu faire. Tous les gouvernements ensemble, avec leurs banques nationales dirigées vers le centre d'intérêt national, auraient mis en application des politiques diverses, conflictuelles, contraires et en opposition entre elles-mêmes. L'Europe sans l'euro, et au moment de la crise économique et financière aurait connu une mort subite, s'il n'y avait pas eu l'euro. Donc ceux qui ont voulu l'euro avaient raison de le vouloir et de l'imposer il faut le dire, contre la plupart de leurs opinions publiques. Je dis aux populistes d'aujourd'hui qu'il faut regarder l'histoire avant de la résumer. Si on regarde l'histoire on voit que ceux qui ont imposé l'euro l'ont fait, dans un certain nombre de pays, contre l'opinion publique dominante à l'époque. C'est notamment le cas d'Helmut Kohl en Allemagne, mais il n'est pas le seul. J'ai dirigé la Conférence intergouvernementale sur l'UEM pendant le premier semestre 1991, je vous l'ai dit, moi, je n'ai pas dû imposer aux Luxembourgeois la monnaie unique, parce que le Luxembourg ne disposait pas d'une monnaie puisque nous vivions au rythme des aléas du franc belge, qui était la monnaie luxembourgeoise à l'époque, l'euro nous a permis de nous libérer de la Belgique, parce que nous sommes devenus copropriétaires de la principale monnaie globale. Mais d'autres ont dû l'imposer, et je rends aujourd'hui hommage à ceux qui l'ont fait; pas à moi-même, parce que je suis le seul survivant du traité de Maastricht, parce que j'ai signé le traité de Maastricht, et l'euro et moi-même nous sommes les seuls survivants du traité de Maastricht, et j'en suis fier pour l'euro qui va durer plus longtemps que ma propre existence me semble pouvoir durer. Sans l'euro nous aurions été perdus.

Et donc lorsqu'on parle de l'Europe il faut aussi faire référence à ses succès. Déjà nous avons été victorieux, si j'ose dire, parce que nous avons su imposer en Europe la paix d'une façon définitive. Moi, je suis né en 1954, en décembre, donc vers la fin de '54, peu après la décision de l'Assemblée nationale française de ne pas vouloir insérer dans les traités européens l'Europe de la défense. Mais mon père, qui est né en 1924 et qui vient de décéder, il était soldat. Les jeunes Luxembourgeois nés entre 1920 et 1927 étaient enrôlés de force dans les armées allemandes. Avoir su, quelques années après la fin de la guerre, rassembler les espoirs et les prières de tous ceux qui ont connu la guerre en lançant l'Europe comme ils l'ont fait est tout de même, non pas un mystère, mais la preuve que les Européens lorsqu'ils sont convaincus de la marche à suivre sont capables des plus grandes performances. C'est la raison pour laquelle on nous admire partout dans le reste de la planète. Moi, j'aime bien voyager – je ne voyage pas assez souvent parce que mon cabinet brugeois m'en empêche – mais lorsque je suis en Asie ou en Afrique, voir les yeux de ceux qui regardent l'Europe de loin, entendre les Africains, les Asiatiques décrire l'Europe qui pour eux est un modèle, et ils n'ont pas la

force pour le suivre et pour le copier, ni pour l'imiter, voilà un réconfort. Lorsque je descends de l'avion à Bruxelles et que je me retrouve dans la vallée des larmes européennes, j'aimerais toujours retourner rapidement en Asie ou en Afrique, parce que là, on connaît mieux l'Europe que nous ne connaissons l'Europe de l'intérieur. L'Europe est très belle lorsque vous la regardez de loin, parce qu'en fait vous la voyez mieux que si vous êtes installés dans nos zones de confort qui nous font oublier les extrêmes performances de ceux qui nous ont précédés dans notre travail. Raison pour laquelle j'ai tout fait pour éviter que la Grèce ne doive quitter la zone euro. Si nous avions accepté à l'époque, qui ne date pas de décennies mais de 2015, premier semestre 2015, si nous n'avions pas fait en sorte que la Grèce puisse rester – grande nation, mais État faible – membre de la zone euro, nous aurions en quelques jours tout perdu.

Crise économique et financière, mais crise de croissance en Europe. Jusqu'à ce jour nous ne nous sommes pas entièrement relevés de la crise qui fut la nôtre, parce qu'aujourd'hui encore le niveau des investissements en Europe est de 15 % inférieur au niveau des investissements que nous avons connus dans l'année d'avant-crise 2007. Raison pour laquelle nous avons lancé un Plan d'investissement européen qui jusqu'à ce jour a prouvé qu'il peut connaître du succès. Le Plan était destiné à mobiliser 315 milliards d'investissements. Nous sommes arrivés à 140 milliards, donc après une année à 40 % de l'objectif initialement prévu. Il y a une centaine de grands projets d'infrastructure, 300 000 entreprises, petites et moyennes, aujourd'hui sont bénéficiaires du Plan d'investissement. Et donc ce Plan fonctionne. Ce Plan s'appelait d'ailleurs, au début, Plan Juncker. Ce n'est pas mon invention, mais c'était une description. C'était la description de ceux qui pensaient que nous étions en train de courir vers l'échec intégral, et donc ils voulaient pré-identifier celui qui en serait coupable. Aujourd'hui le Plan Juncker ne s'appelle plus Plan Juncker. C'est maintenant le Fonds européen pour les investissements stratégiques. Mais je vous dis, c'est toujours le même. Et donc je tiens beaucoup à ce que la paternité ne s'oublie pas de sitôt. Mais c'est un succès parce que les Européens – et notamment le capital privé qui circule dans une mesure invraisemblable – ont compris qu'il faudrait que nous mettions un terme à la panne d'investissement en Europe, suivant le concept que j'appelle le triangle vertueux que oui il faut assainir nos finances publiques, que oui il faudra que nous appliquions partout en Europe, et dans tous les pays, des réformes structurelles sages et orientées vers la croissance et l'emploi, et qu'il faudrait que nous relançons l'investissement. Mais nous ne nous arrêtons pas à la relance des investissements, il faudra que nous complétions, parce qu'il n'est pas complet, le marché intérieur. Raison pour laquelle nous avons lancé en tant que Commission un grand programme sur l'Europe numérique; ce n'est pas un programme neutre, en termes économiques l'Europe numérique veut dire une plus-value de 400 milliards; veut dire en termes d'emploi 3 millions d'emplois supplémentaires. Après avoir su faire naître 8 millions d'emplois depuis 2013, voilà une autre perspective qui nous permettra de retrouver – après avoir retrouvé un taux d'emploi plus élevé maintenant qu'avant-crise – le niveau d'emploi que nous avons connu avant la crise. Et toutes les idées, Union européenne de l'énergie, Union européenne des marchés des capitaux tendent dans le même sens. Tout comme le Pacte de stabilité et de croissance mérite d'être non pas revisité entièrement, mais d'être interprété d'une façon différente. La Commission que j'ai l'honneur de présider a ajouté, en interprétation du Pacte de stabilité, quelques dimensions de flexibilité qui font que le Pacte de stabilité est lu aujourd'hui à travers une grille de lecture plus économique qu'auparavant. Moi, je ne préside pas une bande de technocrates, ni de bureaucrates – je préside une Commission qui se veut politique, et lorsque vous dites politique, il faut que vous commenciez à faire de la politique en observant la réalité. Il faut avoir à l'esprit la réalité économique-sociale des pays membres de la zone euro, non pas pour trahir les principes directeurs du Pacte de stabilité mais pour les interpréter à travers le prisme de l'observation immédiate des réalités que vous rencontrez sur le terrain. Et d'ailleurs le Pacte, dont on a dit beaucoup de mal, fonctionne. Je vois bien qu'aux Pays-Bas, qu'en Autriche, qu'en Allemagne, on dit: "voilà, Juncker est un type flexible, il ne respecte aucune règle". C'est vrai, mais ce n'est pas vrai en matière de Pacte de stabilité, parce que nous avons un déficit moyen en Europe en 2009 de 6,1 % et nous sommes retombés à un déficit moyen de 1,9 % pour l'année en cours. Ce qui prouve à l'évidence que le Pacte de stabilité fonctionne.

Crise économique et financière, crise de croissance à laquelle nous essayons de remédier, mais crise politique majeure à cause du Brexit. Lorsque j'ai commencé ma vie européenne à l'âge de 28 ans, en '82, nous avions 10 Etats membres. Les premiers Conseils auxquels j'ai assisté étaient composés par 10 Etats membres. Et puis 12 avec l'Espagne et le Portugal, dont on ne dit jamais assez les mérites qui sont ceux de ces deux pays, ex-dictatures. Lorsque j'étais jeune, encore plus jeune qu'en '82, j'ai observé la dictature espagnole et la dictature portugaise. La première manifestation politique à laquelle j'ai assisté était une manifestation contre la dictature espagnole et d'ailleurs – je ne devrais pas le dire parce que c'est une enquête toujours en cours – j'ai jeté une pierre contre la fenêtre du Consulat espagnol et jusqu'à ce jour, la police luxembourgeoise est toujours en train d'enquêter sur qui est responsable. C'était, Íñigo s'en rappelle, les procès de Burgos. Je ne sais pas si les jeunes d'aujourd'hui – enfin, je ne vais pas vous insulter – savent ce qu'étaient les procès de Burgos. C'était la dictature brutale, où avec le *garrote vil* on a tué ceux qui n'étaient pas d'accord avec le régime.

Donc on a élargi l'Europe vers l'Espagne et vers le Portugal, ce qui me rappelle une anecdote parce que j'ai présidé le Conseil Budget pendant la deuxième moitié de '85 et les Allemands et les Néerlandais nous expliquaient que oui, peut-être l'Espagne et le Portugal deviendront membres au 1er janvier '86 mais ce n'était pas évident, donc on a fait un budget pour 10 Etats membres. J'ai fait un budget pour 10 Etats membres, et puis l'Espagne et le Portugal, après la ratification par tous les Etats membres, devenaient membres de l'Union européenne et on a fait un budget pour 12 Etats membres, mais pour 10 mois seulement. C'était l'époque où l'Europe ne disposait pas des moyens financiers adéquats pour financer le budget; on devait passer par une ratification nationale d'un accord intergouvernemental sur des moyens budgétaires supplémentaires à mettre à disposition de l'Europe. Crise budgétaire dont je n'ai pas voulu parler aujourd'hui.

Maintenant c'est le Brexit, c'est un événement majeur. Moi, je n'étais pas trop surpris par le résultat. J'avais un Commissaire, Lord Hill, Commissaire excellent, Jonathan Hill, auquel j'avais dit: "Vous allez perdre, conservateurs britanniques, ce référendum". Lui, il disait: "Non, on va le gagner". Je lui disais: "Je te donne un euro si vous gagnez, tu me donnes un *pound* si vous perdez". J'ai le *pound* en poche. Je n'étais pas très surpris bien qu'inquiété par le résultat de l'expression du suffrage universel britannique, parce que si pendant quarante années, conservateurs, socialistes, *Tories and Labour*, vous expliquez à votre public, à vos citoyens, que vous n'êtes pas vraiment heureux d'être membre de l'Union européenne, que vous leur expliquez que l'Europe coûte trop cher, que vous leur expliquez que l'Europe s'infiltré dans tous les domaines de la vie privée, il ne faut pas faire le surpris lorsque le dimanche, après avoir écouté pendant la semaine tous ces discours contre l'Europe, les citoyens votent contre l'Europe. Mais le résultat est là et je voudrais dire ici comme ailleurs, qu'il faudra que nous ayons toujours à l'esprit que l'Europe, que le continent européen doit beaucoup au Royaume-Uni parce que sans le Royaume-Uni, il est très probable que nous n'aurions pas connu la paix en Europe pendant l'après-guerre. Les Britanniques ont bien servi l'Europe. Ceci dit, il faudra que nos amis britanniques sachent, qu'au cours des négociations qui vont être entamées après la notification par le gouvernement britannique de l'article 50, que oui nous voulons avoir une relation normale, amicale avec le Royaume-Uni, que oui il n'est pas question d'entrer en guerre ou de négocier avec un esprit de revanche avec les Britanniques. Mais il faudra, si les Britanniques veulent vraiment avoir un libre accès au marché intérieur, qu'ils acceptent de respecter toutes les règles y compris celle de la libre circulation des travailleurs; il ne faudra pas que l'Europe, sur ce point, transige pour avoir la paix dans ses relations avec nos amis britanniques. L'Europe est l'Europe et si vous voulez faire partie de la principale performance de l'Europe, donc du marché intérieur, il faudra que tout le monde, y compris les Britanniques, respecte les règles.

Je parle du Brexit pour dire, non pas aux Britanniques qui ont pris leur décision, mais au peuple du continent européen, que le moment n'est pas venu de prendre congé par rapport à l'intégration européenne. Pour une raison simple: d'abord, l'Europe veut dire la paix. Les jeunes d'aujourd'hui ne comprennent plus ce message parce qu'ils n'ont plus de parents qui ont fait la guerre, et d'ici vingt ou trente années, les jeunes Européens n'auront plus de grands-pères ou d'arrière-grands-pères qui pourront leur parler du sort qui fut le leur parce qu'il n'y avait pas l'Europe. Donc on ne peut pas expliquer l'Europe en exposant le dilemme éternel qui est européen entre la guerre et la paix; cela ne parle plus aux jeunes à ce qu'il paraît, ce qui ne m'empêche pas de vous dire que la principale performance de l'Europe est d'avoir rétabli d'une façon durable la paix sur un continent si souvent martyrisé et qui non seulement versait des larmes sur son sort mais qui baignait dans le sang. Ce n'est plus la réalité européenne d'aujourd'hui, alors que le fléau guerrier s'approche de nos frontières, s'étend, que l'Union européenne est un pays voisin de la Syrie parce que Chypre est à vue d'œil des côtes syriennes; donc les dangers s'approchent de l'Europe. Il faudra que nous réfléchissions à la mise en place d'une véritable Europe de la défense, parce que les Américains demain et après-demain et indépendamment des résultats de la course curieuse que nous observons se dérouler aux Etats-Unis d'Amérique, les Américains ne prendront plus soin de la sécurité européenne et il faudra que nous nous dotions des moyens pour vaquer à nos propres besoins.

Pourquoi est-ce que le Brexit est dangereux ? Parce qu'il donne l'impression aux autres peuples d'Europe qu'on peut faire sans l'Europe. Or, on ne peut pas faire sans l'Europe. Regardez l'histoire dans ses différents compartiments et dimensions. Au début du XXème siècle, 20 % de la population mondiale était européenne. Aujourd'hui, nous sommes 7 %; à la fin du siècle 4 % d'Européens sur 10 milliards d'êtres humains. Nous perdons en influence et en poids économique: aujourd'hui, l'Europe, c'est 25 % du PIB global; demain nous retomberons à un niveau de 15 %. Et l'Europe est le continent le plus petit, alors que nous pensons que l'Europe, oui l'Europe, nous sommes les maîtres du monde, ce que nous ne sommes pas – et il ne faudrait d'ailleurs pas que le monde revienne à un système où il y aurait des maîtres et des gendarmes –. L'Europe, est le continent le plus exigu alors que nous pensons que nous sommes énormes, que nous pesons beaucoup alors que ne sommes rien, l'Union européenne a un territoire de 5,5 millions de kilomètres carrés, la Russie 17,5. Encore des questions sur l'énorme dimension européenne? Il n'y a plus de questions à poser. Et en plus,

démographiquement, nous perdons en importance. C'est évident et donc le *Leitmotiv* qui doit présider à la construction de l'avenir n'est pas le petit étatisme; si je n'étais pas Luxembourgeois, je mettrais en garde contre les petits Etats.

Mais l'Europe ne peut pas se re-diviser en divisions et sous-divisions nationales. Il est évident qu'il n'y a aucun pays européen, y compris le pays le plus fort, économiquement le plus fort, démographiquement le plus fort, qui saura faire avec ses propres moyens. Nous devons comprendre que l'histoire va dans le sens des regroupements. Non pas des regroupements stupides; moi, je ne plaide pas la cause des Etats-Unis d'Europe. Lorsque j'étais très jeune je l'ai fait, je ne le fais plus aujourd'hui parce que je crois que les citoyens ne veulent pas entendre parler des Etats-Unis d'Europe; ils veulent être belges, néerlandais, autrichiens, espagnols, ils veulent être catalans, et bavarois, ce qui n'est pas la même chose, et flamands, wallons, bruxellois. Ils ne veulent pas entendre parler de concepts très lointains comme les Etats-Unis d'Europe. Il faudra que nous adaptions notre *wording*, comme on dit en français, à la réalité d'aujourd'hui.

Et donc il faudrait que l'Europe ne s'occupe pas de tout. Il y a des problèmes en Europe qui ne relèvent pas de l'Europe mais qui relèvent des responsabilités nationales, régionales, municipales. Nous avons dit en tant que Commission: "*We have to be big on big things and small, modest, timid on smaller things*". C'est ce que nous faisons. Nous avons revu toutes les initiatives législatives pendantes devant le co-législateur, Conseil et Parlement, nous avons lancé 23 nouvelles initiatives en 2015, en 2016 et pour 2017 alors que les Commissions précédentes lancèrent 130 initiatives. Nous devons être respectueux de la subsidiarité et donc des cadres nationaux, municipaux et régionaux; ne pas nous insérer dans tous les domaines de la vie privée, ce qui chez nos citoyens suscite animosité, parfois fureur, angoisse souvent, et donc nous devons nous tenir à cette règle sage qui voudrait que l'Europe s'occupe des grandes causes de notre époque et non pas des petites choses qui relèvent d'autres niveaux de pouvoir.

Mais là où il faudra que l'Europe soit plus présente, en dehors des considérations gravitant autour des nécessités de défense, c'est en matière de politique commerciale. Nous avons vécu, péniblement d'ailleurs, la signature de l'accord CETA avec le Canada où j'ai compris toutes les interrogations, généralement quelconques, bien que je n'aie pas tout à fait compris pourquoi nous discutons avec tant d'ardeur un accord commercial avec le Canada alors que nous ne discutons pas avec la même ardeur un accord commercial avec le Vietnam, grande démocratie. Maintenant les choses ont été tirées au clair et je voudrais dire ici que l'Europe a besoin d'accords commerciaux. Nous en avons 140 qui ne furent jamais discutés sur la place publique de la même façon. Un milliard de chiffre d'affaires supplémentaire en termes d'exportation avec le reste de la planète ça veut dire 14 000 emplois. L'accord commercial avec la Corée du Sud nous a permis de créer en Europe 200 000 emplois et tel sera également le cas pour ce qui est du Canada.

Mais mon propos n'est pas celui-là, mon propos est de dire que oui, nous devons commercer avec le reste de la planète mais que nous ne devons pas commercer d'une façon naïve. Regardez la Chine: la surcapacité de production en matière d'acier chinoise correspond exactement au double de la production sidérurgique en Europe et donc nous devons pouvoir renforcer nos instruments de défense commerciale. Les Etats-Unis, en matière de produits plats sidérurgiques, imposent des droits douaniers de 256%, l'Europe de 20%. Pourquoi est-ce que nous sommes plus naïfs que les autres, pourquoi est-ce que nous n'avons pas l'honneur et la fierté de notre industrie? Industrie sidérurgique, je prends cet exemple, qui a perdu 40 000 emplois au cours des deux dernières années. 31 millions d'emplois dépendent du commerce extérieur, un emploi sur huit en Europe. Il faut pouvoir défendre, au même degré que les Etats-Unis, notre industrie non seulement sidérurgique, mais notre industrie d'une façon générale.

Crise économique, crise de croissance, crise politique majeure, Brexit, crise de gestion de l'Europe, commerciale mais aussi crise migratoire. Je ne vais pas rentrer dans les détails des propositions qui furent les nôtres. La Commission, lorsque j'ai demandé au Parlement européen de m'investir comme Président de la Commission, a dit que la crise migratoire serait une crise existentielle en Europe. Certains parlementaires n'ont pas pu s'empêcher de rire et de dire "voilà, le démocrate-chrétien qui fait la charité". Non, ce n'est pas faire la charité, c'est s'occuper des vrais problèmes qui sont ceux de notre continent. La crise migratoire est là, nous avons fait des propositions que le Conseil, à la majorité qualifiée, a soutenues. Mais certains Etats membres n'aiment pas suivre au rythme de la Commission les propositions sages de celle-ci. Il faudra que nous mettions un terme, en jetant un pont entre les uns et les autres, à ce lourd conflit qui est culturel entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est, la présidence slovaque s'y emploie. Et donc il faudra aussi que nous nous attaquions aux véritables causes de la migration, raison pour laquelle nous avons lancé en tant que Commission la proposition d'externaliser le Plan d'investissement, un EFSI externe en le dotant d'un budget de 44 milliards d'euros. Si les Etats européens, qui disent tous qu'il faut s'attaquer aux causes de la migration, complèteraient dans la mesure nécessaire ce plan, il serait de 88 milliards. Mieux vaut investir en Afrique que de jeter les Africains dans les eaux méditerranéennes et autres.

Turquie, oui. Moi, j'ai négocié ensemble avec d'autres l'accord migratoire avec la Turquie qui fonctionne. Octobre 2015, il y avait 10 000 réfugiés qui venaient de Turquie sur les îles grecques par jour; aujourd'hui c'est entre zéro et 181, donc le deal fonctionne. Mais il ne faudrait pas que dans nos relations avec la Turquie nous abandonnions nos valeurs principales, et nos vertus principales, et nos principes directeurs. C'est vrai pour les accords commerciaux; il faudrait que nous respections nos normes de travail et nos normes environnementales. C'est vrai aussi dans nos relations avec la Turquie. Il n'y aura pas de libéralisation des visas si la Turquie ne respecte pas les conditions qui furent émises au nombre de 72, dont notamment la révision de la loi anti-terroriste turque. Je constate avec amertume, moi qui suis un ami de la Turquie, que la Turquie chaque jour s'éloigne de l'Europe. Il faudra qu'un jour, pas en 2028, demain, que la Turquie nous dise si, oui ou non, elle veut véritablement devenir membre de l'Union européenne. Tout ce que font les autorités turques aujourd'hui me fait croire que finalement la Turquie ne veut pas être à même de respecter les normes européennes. Si demain nous refusons la libéralisation des visas à la Turquie, la faute n'en reviendrait pas à l'Europe, mais aux autorités turques. Monsieur Erdoğan devra expliquer aux Turcs pourquoi ils ne peuvent pas voyager librement comme tous les autres Européens à travers l'Europe, parce que c'est lui qui n'aura pas rempli les conditions communément agréées entre la Turquie et l'Union européenne. Nous avons besoin de la Turquie, parce que son influence dans le monde turcophone, asiatique est énorme, mais on ne peut pas céder sur nos principaux principes.

Voilà Messieurs les Présidents, Excellences, Mesdames, Messieurs, les quelques propos que j'ai voulu avoir. Je dois abréger mon exposé, parce que l'heure nous est comptée. Je voulais vous dire, vous qui êtes jeunes, vous qui observez l'Europe, qui la vivez, au quotidien en l'étudiant, en la pénétrant, en découvrant tous les plis nombreux du continent européen, toutes les atmosphères, tout ce qui dans sa richesse fait l'Europe – je voulais vous dire que je compte sur vous. Parce que jeunes, que vous êtes, vous avez les océans devant vous, vous devez savoir et je crois que vous le savez, sinon vous ne seriez pas là, que l'Europe est la seule chance de notre continent, que l'heure n'est pas à la division, mais que l'heure est à l'intégration sage, réfléchie, et intelligente. Il ne faut pas perdre patience. En Europe, les progrès se font très, très lentement, mais ils se font. Parfois on ne le voit pas, mais c'est en revisitant l'histoire du continent qu'on s'aperçoit qu'à chaque fois que l'Europe, et donc le continent, était en danger les Européens ont été à même de trouver un remède aux ralentissements du rythme qu'ils auraient pu adopter. En Europe il faut beaucoup de patience, et au même degré il faut de la détermination ardue. Il y a une ardente obligation en Europe d'être patient et d'être déterminé. Il faut avoir cette patience et cette détermination dont ont besoin les grandes ambitions et les longs trajets.

Je vous remercie.

SPEECH/16/3630

Personnes de contact pour la presse:

[Margaritis SCHINAS](#) (+ 32 2 296 05 24)

[Natasha BERTAUD](#) (+32 2 296 74 56)

Renseignements au public: [Europe Direct](#) par téléphone au [00 800 67 89 10 11](#) ou par [courriel](#)